Conto corrente con la posta

Anno 82° — Numero 215

GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

ROMA - Giovedì, 11 settembre 1941 - ANNO XIX

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 50-033 53-914

CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

		Anno	Sem.	Trim.
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II)	L.	108	63	45
All'estero (Paesi dell'Unione Postale)	»	240	140	100
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (solo Parte I)	»	72	45	31,50
All'estero (Paesi dell'Unione Postale)	»	160	100	70

Abbonamento speciale ai soli fascicoli contenenti i numeri dei titoli obbligazionari sorteggiati per il rimborso, annue L. 45 — Estero L. 100.

Gli abbonati hanno diritto anche ai supplementi ordinari. I supplementi straordinari sono fuori abbonamento.

Il prezzo di vendita di ogni puntata della « Gazzetta Ufficiale » (Parte I e II complessivamente) è fissato in lire 1,35 nel Regno, in lire 3 all'estero.

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, Via XX Settembre, nel palazzo del Ministero delle Finanze; Corso Umberto, 234 (angolo Via Marco Minghetti, 23-24); in Milano, Galleria Vittorio Emanuele, 3; in Napoli, Via Chiaia, 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi delle provincie del Regno.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono: in ROMA — presso la Libreria dello Stato — Palazzo del Ministero delle Finanze. La sede della Libreria dello Stato in Milano: Galleria Vittorio Emanuele, 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 27 giugno 1941-XIX, n. 915.

Approvazione degli Accordi stipulati in Roma tra l'Italia e la Bulgaria il 31 dicembre 1940.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi stipulati in Roma, fra l'Italia e la Bulgaria, il 31 dicembre 1940-XIX:

1) Accordo per la costituzione di una Commissione mista permanente;

2) Accordo di pagamento.

Art. 2.

La presente legge ha vigore nei modi e nei termini di cui agli Accordi anzidetti.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 27 giugno 1941-XIX.

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL — RICCARDI

Visto, *il Guardasigilli:* GRANDI

Accord entre l'Union douanière italo-albanaise et la Bulgarie pour l'institution d'une Commission Mixte Permanente

Le *Gouvernement Italien,* au nom de l'Union douanière italo-albanaise et le *Gouvernement Bulgare,* désireux de faciliter la collaboration économique entre les deux Pays, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er

Dans le cours du mois successif à l'entrée en vigueur du présent Accord on procédera à la constitution d'une Commission Mixte Permanente.

Chacun des deux Gouvernements contractants désignera une délégation gouvernementale en donnant communication à l'autre de sa composition. Les Présidents des deux délégations auront la faculté de nommer des membres suppléants, d'adjoindre des experts et d'instituer des sous-commissions mixtes pour l'examen de questions particulières.

Les réunions de la Commission Mixte et des sous-commissions auront lieu d'après les nécessités et seront convoquées d'accord entre les deux Présidents, lesquels fixeront la date et le lieu des séances et l'ordre du jour des travaux.

Art. 2.

La Commission Mixte Permanente devra délibérer en ce qui concerne les mesures qu'il conviendra de prendre pour regler les échanges commerciaux et les communications ferroviaires, maritimes et aériennes entre les deux Pays, et, en général, toutes les mesures qui peuvent de toute façon favoriser une plus étroite collaboration économique entre les deux Pays.

Art. 3.

Le présent Accord, qui remplace le premier paragraphe du Protocole spécial signé à Rome le 30 juillet 1934, entre en vigueur à partir d'aujourd'hui.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1940.

Pour l'Italie — A. GIANNINI

Pour la Bulgarie — N. PETZEFF

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Accord de paiement entre l'Union douanière italo-albanaise et le Royaume de Bulgarie

Le *Gouvernement Italien,* au nom de l'Union douanière italo-albanaise et le *Gouvernement Bulgare,* désireux de régler les paiements réciproques, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er

Aux termes du présent Accord, on entend:

— par Union: les territoires de l'Union douanière italo-albanaise, des Possessions italiennes et de l'Afrique italienne;

— par Bulgarie: le territoire du Royaume de Bulgarie.

Art. 2.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Banque Nationale de Bulgarie sont autorisés à régler en compensation les paiements rélatifs aux échanges de marchandises entre l'Union et la Bulgarie, effectués même avant la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, qui, d'après les dispositions en vigueur dans le Pays importateur, sont considérées comme marchandises d'origine de l'autre Pays.

Le présent Accord ne s'applique pas au règlement des marchandises en transit.

Art. 3.

En exécution de l'art. 2 les versements des débiteurs dans l'Union et en Bulgarie seront effectués:

— en Italie, dans les Possessions italiennes et dans les territoires de l'Afrique italienne, en lires auprès de la Banca d'Italia; en Albanie, en francs albanais auprès de la Banca Nazionale d'Albania, agissant les banques susdites en qualité de caissiers de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero;

— en Bulgarie, en leva auprès de la Banque Nationale de Bulgarie.

Art. 4.

Le compte « nouveau » sans intérêts, en lires, ouvert auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero au nom de la Banque Nationale de Bulgarie, d'après les dispositions de l'art. 4 de l'Accord entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Bulgarie pour régler leurs échanges commerciaux et les paiements y afférents, signé à Rome le 30 septembre 1936, restera en vigueur.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero portera au crédit dudit compte les montants qui seront versés par les débiteurs dans l'Union, selon ce qui est prévu à l'art. 3.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero portera au débit du compte susdit le montant des ordres de paiement en lires que la Banque Nationale de Bulgarie émettra en relation avec les versements effectués par les débiteurs en Bulgarie d'après les dispositions de l'art. 3.

Art. 5.

Chaque avance pour achat de marchandises originaires de l'Union ou de la Bulgarie, destinées à être importées en Bulgarie, respectivement dans l'Union, sera réglée selon les dispositions du présent Accord.

Pour être admises au versement ces avances doivent se référer à une licence d'importation déjà delivrée par les autorités compétentes, être prévues dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondre aux usages commerciaux.

Art. 6.

En ce qui concerne les versements des débiteurs des deux Pays, prévus à l'art. 3 du présent Accord, la conversion en lires et en leva se fera d'après les règles suivantes:

a) l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Banque Nationale de Bulgarie fixeront d'un commun accord le cours du change entre la lire et le lev; ce cours sera appliqué pour la conversion en lires des dettes libellées en leva, respectivement pour la conversion en leva des dettes libellées en lires et en francs albanais; pour le franc albanais on tiendra compte de la parité fixe de Lit. 6,25 pour un franc albanais;

b) les dettes libellées en devise autre que la lire, le franc albanais et le lev seront converties en leva en Bulgarie et en lires dans l'Union, respectivement aux cours officiels de Sofia et de Rome du jour précédent celui du versement.

Les changes appliqués en conformité des dispositions des lettres *a*) et *b*) de l'alinéa précédent ont un caractère provisoire, le débiteur n'etant libéré de sa dette que lorsque le créancier aura reçu le montant de sa créance. Les versements supplémentaires que le débiteur serait éventuellement tenu à faire seront également effectués par la voie du compte « nouveau » prévu à l'art. 4.

Il est entendu qu'en ce qui concerne la responsabilité du débiteur envers le créancier, visée par cet article, aucune obligation ne pourrait être mise à la charge des deux Etats ni des deux Institutions chargées de l'exécution du présent Accord dans les deux Pays.

Art. 7.

Les paiements aux créanciers seront effectués en lires dans l'Union, respectivement en leva en Bulgarie, suivant l'ordre chronologique des versements effectués par les débiteurs respectifs et dans la limite des disponibilités existantes.

Il reste entendu que la conversion en lires des montants en leva versés par les débiteurs en Bulgarie aura lieu auprès de la Banque Nationale de Bulgarie qui, en conséquence, transmettra à l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero des ordres de paiement en lires. Pour la conversion en lires indiquée ci-dessus la Banque Nationale de Bulgarie appliquera le change entre la lire et le lev fixé d'un commun accord d'après les dispositions prévues à la lettre *a*) de l'art. 6.

Art. 8.

A la fin de la durée du présent Accord les deux Gouvernements s'entendront pour établir les modalités relatives à l'emploi du solde éventuel du compte « nouveau » prévu à l'art. 4 du présent Accord.

Art. 9.

Chacun des deux Gouvernements prendra, en ce qui le concerne, les mesures necessaires pour obliger les débiteurs et les créanciers respectifs à régler leurs obligations selon les dispositions du présent Accord.

Les ordonnances en matière de devises en vigueur dans les deux Pays auront pleine application.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et la Banque Nationale de Bulgarie s'entendront sur les modalités techniques nécessaires à assurer le fonctionnement régulier du présent Accord.

Art. 10.

Le présent Accord remplace à tout effet l'Accord entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Bulgarie pour régler les échanges commerciaux entre l'Italie, ses Possessions et Colonies d'une part et la Bulgarie d'autre part, ainsi que les paiements y afferents, signé à Rome le 3 décembre 1937, ainsi que tous les Protocoles et ententes complementaires.

Il entrera en vigueur à la date du 1er janvier 1941 et aura effet jusqu'au 30 juin 1941. S'il n'est pas denoncé deux mois avant cette date, il sera prorogé par tacite réconduction pour des périodes d'une année, sauf préavis de deux mois avant l'expiration de la période en cours.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 décembre 1940.

Pour l'Italie — A. GIANNINI

Pour la Bulgarie — N. PETZEFF

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

LEGGE 27 giugno 1941-XIX, n. 916.

Approvazione degli Accordi di carattere commerciale stipulati in Roma tra l'Italia e la Svezia il 23 dicembre 1940-XIX.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi stipulati in Roma, fra l'Italia e la Svezia, il 23 dicembre 1940-XIX:

1) Accordo di pagamento;

2) Accordo per l'istituzione di una Commissione mista permanente:

3) Accordo per l'estensione dei Trattati e Accordi italo-svedesi all'Unione doganale italo-albanese.

Art. 2.

La presente legge ha vigore nei modi e nei termini di cui agli Accordi anzidetti.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 27 giugno 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL — RICCARDI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

Accord de paiement entre l'Union douanière italo-albanaise et le Royaume de Suède

Le *Gouvernement italien*, au nom de l'Union douanière italo-albanaise et le *Gouvernement suédois*, désireux de régler les paiements réciproques, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Aux termes du présent Accord, on entend:

— par Union: les territoires de l'Union douanière italo-albanaise, des Possessions italiennes et de l'Afrique italienne;

— par Suède: le territoire du Royaume de Suède.

Art. 2.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Clearingnaemnden sont autorisés à régler en compensation:

a) les paiements provenant de l'importation dans l'Union de marchandises suédoises et en Suède de marchandises de l'Union destinées à la consommation intérieure du Pays respectif. On entend par marchandises suédoises et de l'Union les marchandises qui, d'après les dispositions en vigueur dans le Pays importateur, sont considérées comme marchandises d'origine de l'autre Pays;

b) les frais accessoires à l'échange de marchandises entre l'Union et la Suède, encourus dans l'Union ou en Suède, tels que: frais de transport par chemin de fer (y compris les frais de transport maritime pour la route baltique) d'expédition. portuaires, d'assurance, de transbordement et autres, commissions, etc.;

c) les sommes dues par des personnes physiques ou morales dans l'Union à des personnes physiques ou morales en Suède, à titre d'intérêts, dividendes et autres revenus payables à intervalles réguliers, de capitaux suédois investis dans l'Union, respectivement les sommes dues par des personnes physiques ou morales en Suède à des personnes physiques ou morales dans l'Union, à titre d'intérêts, dividendes et autres revenus payables à intervalles réguliers, de capitaux investis en Suède par des ressortissants de l'Union.

Les transferts susvisés seront autorisés dans une limite telle que, compte tenu des tansferts effectués dans les deux directions, ne soit pas depassé par an le solde de 4.000.000 de lires à la charge de l'un ou de l'autre des deux comptes prévu à l'article 4 suivant;

d) les montants dûs par des personnes physiques ou morales dans l'Union, respectivement en Suède, à des personnes physiques ou morales en Suède, respectivement dans l'Union, en paiement de droits de brevet, de licences de fabrication, de redevances, de droits d'auteur et, en général, de dettes afférant au domaine de la propriété intellectuelle et artistique;

e) les montants dûs par des personnes physiques ou morales dans l'Union, respectivement en Suède, à des ressortissants en Suède, respectivement dans l'Union, à titre de salaires, appointements, pensions, honoraires et similaires;

f) les montants que les ressortissants suédois établis dans l'Union, devront transmettre à titre de subvention à leurs familles en Suède, ainsi que les montants que les ressortissants de l'Union, établis en Suède, devront transmettre au même titre à leurs familles dans l'Union;

g) les montants encaissés dans l'Union, respectivement en Suède, pour taxes et droits consulaires dûs aux autorités de l'autre Pays;

h) les montants dûs à titre de soldes provenant du règlement des comptes ouverts entre les Administrations des Postes et Télégraphes, des Chemins de Fer et des Compagnies de Navigation aérienne des deux Pays;

i) les montants dûs à titres autres que ceux mentionnés aux alinéas précédents, après entente entre l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Clearingnaemnden, soit pour chaque catégorie de créances, soit pour des cas d'espèce.

Art. 3.

En exécution de l'art. 2 les versements des débiteurs dans l'Union et en Suède seront effectués:

— en Italie, dans les Possessions italiennes et dans les territoires de l'Afrique italienne, en lires auprès de la Banca d'Italia; en Albanie, en francs albanais auprès de la Banca Nazionale d'Albania, agissant les banques susdites en qualité de caissiers de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero;

— en Suède, en couronnes suédoises auprès du Clearingnaemnden.

Art. 4.

a) Auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero sera ouvert au nom du Clearingnaemnden un compte denommé « Compte Global en lires », non productif d'intérêts, au crédit duquel seront portés les montants versés par les débiteurs dans l'Union d'après les dispositions de l'art. 3.

b) Auprès du Clearingnaemnden sera ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero un compte dénommé « Compte Global en couronnes suédoises », non productif d'intérêts, au crédit duquel seront portés les montants versés par les débiteurs en Suède d'après les dispositions de l'art. 3.

Art. 5.

Les avances pour achat de marchandises originaires de l'Union ou de Suède, destinées à être importées en Suède, respectivement dans l'Union, seront réglées selon les dispositions du présent Accord, à condition que ces avances se réfèrent à des licences d'importation déjà délivrées par les autorités compétentes, qu'elles soient prévues dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondent aux usages commerciaux.

Art. 6.

En ce qui concerne les versements des débiteurs, prévus à l'art. 3 du présent Accord, la conversion en lires et en couronnes suédoises se fera d'après les règles suivantes:

a) l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Clearingnaemnden fixeront d'un commun accord le cours du change entre la lire et la couronne suédoise; ce cours sera appliqué pour la conversion en lires des dettes libellées en couronnes suédoises, respectivement pour la conversion en couronnes suédoises des dettes libellées en lires e en francs albanais; pour le franc albanais on tiendra compte de la parité fixe de Lit. 6,25 pour un franc albanais;

b) les dettes libellées en devises autres que la lire, le franc albanais et la couronne suédoise, seront converties en lires dans l'Union, et en couronnes suédoises en Suède, respectivement aux cours cotés à Rome et à Stockholm, le jour précédent celui du versement.

Les differences éventuelles de change, à régler entre le débiteur et le créancier, seront transférées d'après les dispositions du présent Accord.

Art. 7.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Clearingnaemnden se donneront réciproquement chaque jour avis des versements effectués, avec tous les élements de détail nécessaires à identifier l'opération.

Les avis de versement tiendront lieu d'ordres de paiement qui seront effectués en faveur des créanciers au débit des comptes visés à l'art. 4, dans l'ordre chronologique des versements et dans la limite des disponibilités desdits comptes.

Art. 8.

Chacun des deux Gouvernements prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger les débiteurs et les créanciers respectifs à régler leurs obligations selon les dispositions du présent Accord.

Les difficultés qui pourraient surgir à l'occasion de l'application des dispositions du présent Accord seront réglées d'un commun accord entre l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Clearingnaemnden.

Art. 9.

Au cas où, faute de disponibilité en lires ou en couronnes suédoises, un solde exceptionnel se produisait en faveur de l'Union ou de la Suède, les deux Gouvernements s'entendront sur les mesures à adopter, dans le cadre des échanges commerciaux entre les deux Pays, pour rétablir l'equilibre des comptes de clearing.

Art. 10.

Si à la fin du présent Accord un solde en faveur de l'un des deux Pays subsistait, dans le Pays créancier les versements au clearing continueront à être effectués selon les dispositions du présent Accord jusqu'à l'amortissement complet du solde en question.

Art. 11.

Le présent Accord remplace l'Accord de clearing entre l'Italie et la Suède, signé à Rome le 1er décembre 1936, ainsi que tous les Protocoles, échanges de Notes et ententes complémentaires.

Il entre en vigueur le 1er janvier 1941 et aura effet jusqu'au 31 décembre 1941. S'il n'est pas dénoncé deux mois avant cette date, il sera prorogé par tacite réconduction pour des périodes d'une année, sauf préavis de deux mois avant l'expiration de la période en cours.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 22 décembre 1940

Pour l'Italie — A. GIANNINI

Pour la Suède — HANS BECK-FRIIS

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania
Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Accord entre l'Union douanière italo-albanaise et la Suède pour l'institution d'une Commission mixte permanente

Le *Gouvernement italien*, au nom de l'Union douanière italo-albanaise et le *Gouvernement suédois*, désireux de faciliter la collaboration économique entre les deux Pays, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er.

Dans le cours du mois successif à l'entrée en vigueur du présent Accord on procédera à la constitution d'une Commission Mixte Permanente.

Chacun des deux Gouvernements contractants désignera une délégation gouvernementale en donnant communication à l'autre de sa composition. Les Présidents des deux Délégations auront la faculté de nommer des membres suppléants, d'adjoindre des experts et d'instituer des sous-commissions mixtes pour l'examen de questions particulières.

Les réunions de la Commission Mixte et des sous-commissions auront lieu d'après les necessités et seront convoquées d'accord entre les deux Présidents, lesquels fixeront la date et le lieu des séances et l'ordre du jour des travaux.

Art. 2.

La Commission Mixte Permanente devra délibérer en ce qui concerne les mesures qu'il conviendra de prendre pour régler les échanges commerciaux et les communications ferroviaires, maritimes et aériennes entre les deux Pays, et, en général, toutes les mesures qui peuvent de toute façon favoriser une plus étroite collaboration économique entre les deux Pays.

Art. 3.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur le jour même où l'on procédera à l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Stockholm.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 23 décembre 1940.

Pour l'Italie — *Pour la Suède*
A. GIANNINI — HANS BECK-FRIIS

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

Accord pour l'extension des Traités et Accords italo-suédois à l'Union douanière italo-albanaise

Le *Gouvernement italien,* au nom de l'Union douanière italo-albanaise et le *Gouvernement suédois,* sont convenus d'étendre au Territoire de l'Union douanière italo-albanaise, à partir de la signature du présent Accord, les Accords suivants en vigueur entre le Royaume de Suède et le Royaume d'Italie:

1. Traité de Commerce et de Navigation signé à Turin le 14 juin 1862 et les Déclarations du 7 juin 1877 et du 4 juillet 1877 interprétatives respectivement de l'article 13 et de l'article 8 dudit Traité.

2. Echange de notes du 8-16 mars 1928 concernant l'exemption du paiement des droits de visa pour les certificats d'origine et les factures commerciales, et Echange de Notes du 14-22 février 1929 qui établit l'entrée en vigueur dudit Echange de Notes.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Stockholm le plus tôt possible.

Il entre en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

Néanmoins les Parties Contractantes conviennent de le mettre en vigueur, à titre provisoire, à partir de la date de sa signature.

Fait à Rome, le 23 décembre 1940.

Pour l'Italie — *Pour la Suède*
A. GIANNINI — HANS BECK-FRIIS

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia e di Albania Imperatore d'Etiopia

Il Ministro per gli affari esteri
CIANO

LEGGE 11 luglio 1941-XIX, n. 917.

Avanzamento dei militari della Regia aeronautica feriti in combattimento o comunque per offesa del nemico.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Per la durata della guerra, gli ufficiali, i sottufficiali ed i militari di truppa della Regia aeronautica, raggiunti dal turno di promozione a qualsiasi titolo, mentre siano temporaneamente non idonei fisicamente al servizio militare incondizionato per ferite riportate in combattimento o per ferite provocate dall'offesa del nemico e riportate in servizio, potranno, anche se nella posizione di aspettativa per infermità dipendenti da cause di servizio, essere ammessi a conseguire l'avanzamento, limitatamente però al solo grado immediatamente superiore a quello rivestito al momento in cui rimasero feriti e sempre che siano giudicati dalle autorità competenti in possesso di tutti gli altri requisiti.

Fermo il disposto dell'art. 33 delle norme approvate con R. decreto-legge 28 gennaio 1935-XIII, n. 314, l'ufficiale che abbia conseguito una promozione alle condizioni di cui al precedente comma, non potrà essere ammesso ad ulteriore avanzamento se non dopo che abbia acquistato l'idoneità fisica incondizionata ed abbia prestato almeno sei mesi di effettivo servizio a meno che non venga nuovamente a trovarsi nelle condizioni indicate nel 1° comma, per ferita riportata in combattimento o per offesa del nemico, successivamente al richiamo in servizio.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 11 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 11 luglio 1941-XIX, n. 918.

Ampliamento degli organici dei sottufficiali assistenti tecnici del Corpo del genio aeronautico.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA E DI ALBANIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Gli organici dei sottufficiali del Corpo del genio aeronautico, ruolo assistenti tecnici, previsti dalla tabella *B,* allegata al R. decreto-legge 22 febbraio 1937-XV, n. 220, convertito nella legge 25 giugno 1937-XV, n. 1501, e successive modificazioni, sono sostituiti da quelli risultanti dalla tabella seguente:

	al 1° genn. 1941	al 1° genn. 1942	al 1° genn. 1943
Marescialli di 1ª classe	58	70	82
Marescialli di 2ª classe	64	77	90
Marescialli di 3ª classe	68	82	95
Sergenti maggiori e sergenti	310	371	433
	500	600	700

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 11 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 11 luglio 1941-XIX, n. 919.

Proroga di talune disposizioni di carattere transitorio riguardanti il personale militare della Regia aeronautica.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

La disposizione di cui all'art. 119 delle norme approvate con R. decreto-legge 28 gennaio 1935-XIII, n. 314, prorogata sino al 30 giugno 1941-XIX, con l'art. 4 del R. decreto-legge 21 dicembre 1936-XV, n. 2382, è ulteriormente prorogata a tutto il 31 dicembre 1942-XXI, per la parte relativa alla facoltà accordata al Ministro per l'aeronautica di ricoprire i posti vacanti nei quadri organici degli ufficiali della Regia aeronautica, con criterio discrezionale, in relazione alla disponibilità di bilancio ed alle esigenze di servizio.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 11 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 19 luglio 1941-XIX, n. 920.

Conversione in legge del R. decreto-legge 11 aprile 1941-XIX, n. 367, riguardante la denunzia e la raccolta dei banchi di stagno degli esercizi pubblici.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato:

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 11 aprile 1941, n. 367, riguardante la denunzia e la Raccolta dei banchi di stagno degli esercizi pubblici.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 19 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — GRANDI — DI REVEL — RICCI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 19 luglio 1941-XIX, n. 921.

Conversione in legge del R. decreto-legge 15 aprile 1941-XIX, n. 407, concernente il divieto dell'impiego del nichelio per nichelatura.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato:

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 15 aprile 1941-XIX, n. 407, riguardante il divieto dell'impiego del nichelio per nichelatura.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 19 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — GRANDI — GORLA — RICCI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 25 luglio 1941-XIX, n. 922.

Franchigia doganale per la magnesia calcinata o caustica impura, di colore grigio bruno e con meno di tre per cento di ossido ferrico, per la fabbricazione di refrattari in genere.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato:

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

E' consentita l'importazione nel Regno, in esenzione da dazio di confine, della magnesia calcinata o caustica impura, di colore grigio bruno e contenente non meno del tre per cento di ossido ferrico destinata alla fabbricazione di refrattari in genere, sotto la osservanza delle norme e condizioni da stabilire dal Ministro per le finanze.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 25 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL — RICCI — RICCARDI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 25 luglio 1941-XIX, n. 923.

Franchigia doganale per il legno comune rozzo destinato alla fabbricazione della pasta di legno meccanica e chimica (cellulosa).

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato:

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Per l'anno 1941 e a partire dal 1° gennaio, è consentita la importazione in esenzione da dazio doganale di quintali 4.100.000 di legno comune rozzo, destinato alla fabbricazione della pasta di legno meccanica e chimica (cellulosa) sotto la osservanza delle formalità e delle cautele che saranno stabilite dal Ministro per le finanze.

Ai fini della disposizione del comma precedente, si considera come rozzo il legno semplicemente spaccato.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 25 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL — TASSINARI — RICCI — RICCARDI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 25 luglio 1941-XIX, n. 924.

Conversione in legge del R. decreto-legge 15 maggio 1941-XIX, n. 412, concernente modificazioni del trattamento doganale dei cianuri di potassio e di sodio.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato:

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 15 maggio 1941, n. 412, concernente modificazioni del trattamento doganale dei cianuri di potassio e di sodio.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 25 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL — TASSINARI — RICCI — RICCARDI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

LEGGE 8 agosto 1941-XIX, n. 925.

Conversione in legge del R. decreto-legge 21 giugno 1941-XIX, n. 586, contenente norme per la consegna dei buoni del Tesoro novennali 5 per cento 1950-XXVIII, sottoscritti nell'Africa Orientale Italiana e assegnazione degli eventuali premi ad essi pertinenti.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei Fasci e delle Corporazioni, a mezzo delle loro Commissioni legislative, hanno approvato:

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 21 giugno 1941, n. 586, contenente norme per la consegna dei buoni del Tesoro novennali 5 per cento 1950-XXVIII, sottoscritti nell'Africa Orientale Italiana, e l'assegnazione degli eventuali premi ad essi pertinenti.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Sant'Anna di Valdieri, addì 8 agosto 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL — GANDI — HOST VENTURI

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI

REGIO DECRETO 11 luglio 1941-XIX, n. 926.

Concessione di esenzione dalle imposte sui fabbricati per un periodo di 25 anni per l'attuazione del piano regolatore di Roma in numero tre zone.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto l'art. 4 del R. decreto-legge 21 giugno 1938-XVI, n. 1094, convertito nella legge 5 gennaio 1939-XVII, n. 35;

Vista la legge 24 marzo 1932-X, n. 355, e successive modificazioni, relativa al piano regolatore di Roma;

Vista la domanda n. 09005 del 13 giugno 1941-XIX con la quale il Governatore di Roma in base alla propria deliberazione n. 1734 del 2 giugno 1941-XIX ha chiesto ai sensi e per gli effetti del R. decreto-legge 17 ottobre 1935-XII, n. 1987, convertito con modificazioni nella legge 4 giugno 1936-XIV, n. 1210, e del R. decreto-legge 21 giugno 1938-XVI, n. 1094, convertito nella legge 5 gennaio 1939-XVII, n. 35, che sia stabilita la concessione della esenzione temporanea dalle imposte e sovrimposte sui fabbricati per le nuove costruzioni e ricostruzioni eseguite nelle seguenti aree comprese nei corrispondenti piani particolareggiati regolarmente approvati con Regi decreti e qui di seguito specificate:

1. Piano particolareggiato n. 33 della zona compresa fra la via Appia Nuova, la ferrovia, la via Casilina e le mura urbane approvato con Regi decreti, 13 settembre 1934-XII registrato alla Corte dei conti il 1° ottobre 1934-XII, registro 14, foglio 37, e 17 agosto 1938-XVI, registrato alla Corte dei conti il 29 agosto 1938-XVI, registro 17 Lavori pubblici, foglio 371:

a) lotto di terreno fronteggiante la via Montepulciano distinto in catasto alla mappa 150 con il n. 1820 parte;

b) lotto di terreno fronteggiante la via Vercelli, distinto in catasto alla mappa 161 con i nn. 3055 parte, 3723 parte, 3790 parte, 3791 parte, 1402 parte, e 3056 parte;

c) lotto di terreno tra la via Aosta e la via Pinerolo fronteggiante la nuova strada di piano regolatore distinto in catasto alla mappa 161 coi nn. 199 parte, 1300 parte, 1401 parte, e 2542 parte.

2. Piano particolareggiato n. 53 della zona compresa fra via Vitellia, via del Casaletto, circonvallazione Gianicolense, viale del Re e le mura urbane fino a Porta S. Pancrazio approvato con R. decreto 21 luglio 1938-XVI, registrato alla Corte dei conti il 17 agosto 1938-XVI, registro 17 Lavori pubblici, foglio 104:

a) lotto di terreno in angolo fra la via Raffaello Balestra e via Giuseppe Ghislieri distinto in catasto alla mappa 57 con il n. 196 parte;

b) lotto di terreno fronteggiante la via Fabiola distinto in catasto alla mappa 57 con il n. 502 parte;

c) lotto di terreno in angolo fra la via Fabiola e via Federico Ozanam, distinto in catasto alla mappa 57 con i nn. 502 parte, 503 parte, 3368 parte, 3369 parte, 1258 parte, e 504 parte;

d) lotto di terreno fronteggiante la via Federico Ozanam distinto in catasto alla mappa 57 con i nn. 503 parte, 208/3, 3253 parte, e 3256 parte;

e) lotto di terreno compreso fra le vie Aurelio Saffi e Francesco dall'Ongaro fronteggiante quest'ultima, distinto in catasto alla mappa 57 con i nn. 1805 e 1112.

3. Piano particolareggiato n. 60 della zona compresa fra la via Aurelia, la via di Bravetta, la via Vitellia e le mura urbane, approvato con R. decreto 17 agosto 1938-XVI, registrato alla Corte dei conti il 30 agosto 1938-XVI, registro 17 Lavori pubblici, foglio 380:

lotto di terreno situato in prossimità della via Aurelia ed a questa collegato mediante la strada privata denominata « via Cardinal Bofondi » distinto in catasto alla mappa 152 con il n. 1471;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici, di concerto con il Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Per tutte le zone di piano regolatore specificate nella deliberazione governatoriale 2 giugno 1941-XIX, n. 1734, citata nelle premesse del presente decreto, è concessa la esenzione dalla normale imposta sui fabbricati e dalla relativa sovrimposta comunale e provinciale per il periodo di 25 anni, ai privati ed agli enti di qualsiasi specie, comprese le società cooperative, che nel termine di anni cinque decorrenti dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno inizino la costruzione di case per abitazioni civili, uffici, negozi, ovvero la demolizione e la ricostruzione di edifici, per adattarli ai nuovi allineamenti stabiliti dal piano suddetto, semprechè le opere abbiano termine nel periodo di anni tre dall'inizio.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 11 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

GORLA — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1941-XIX
Atti del Governo, registro 437, foglio 12. — MANCINI

REGIO DECRETO 19 luglio 1941-XIX, n. 927.

Sistemazione in ruolo, presso l'Amministrazione della guerra, di due interpreti-traduttori e di due operai albanesi.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA E DI ALBANIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto 11 novembre 1923-II, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923-II, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato;

Visto il testo unico delle disposizioni legislative sullo stato giuridico e sul trattamento economico dei salariati dello Stato, approvato con R. decreto 24 dicembre 1924-III, n. 2114, e successive modificazioni;

Visto il regolamento per l'applicazione del R. decreto 30 dicembre 1923-II, n. 2994, sullo stato giuridico ed il trattamento economico dei salariati dipendenti dalle Amministrazioni dello Stato, approvato con R. decreto 31 dicembre 1924-III, n. 2262, e successive modificazioni;

Visto l'art. 1, n. 3, della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100;

Udito il Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del DUCE del Fascismo, Capo del Governo, Ministro per la guerra, d'intesa col Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' data facoltà all'Amministrazione della guerra di assumere, in un ruolo ad esaurimento di gruppo *B*, due interpreti-traduttori albanesi, già in servizio di ruolo presso la cessata Amministrazione militare albanese e mantenuti in servizio presso Enti militari in Albania.

Gli impiegati di cui al precedente comma verranno collocati nel ruolo predetto nell'ordine da stabilirsi dal Consiglio di amministrazione del Ministero della guerra, con la qualifica di interpreti-traduttori. Ad essi sarà assegnato lo stipendio massimo previsto per il personale di grado 9° di grup-

po *B*, col corrispondente supplemento di servizio attivo e con l'eventuale aggiunta di famiglia cui abbiano diritto a norma delle vigenti disposizioni.

A titolo di assegno personale sarà inoltre conservata agli impiegati medesimi la differenza fra il trattamento da essi goduto alla data di entrata in vigore del presente decreto e il complessivo trattamento previsto dalle vigenti disposizioni, per stipendio, indennità di servizio attivo e aggiunta di famiglia.

Art. 2.

Gli impiegati di cui al precedente art. 1 potranno conseguire per merito assoluto, previa designazione del Consiglio di amministrazione del Ministero della guerra, la promozione al grado 8° dell'ordinamento gerarchico dopo cinque anni di permanenza nel grado 9°.

Essi potranno inoltre conseguire, nel grado 8°, gli aumenti periodici stabiliti per il grado stesso, allo scadere dei prescritti periodi, salve le abbreviazioni previste dalle disposizioni in vigore.

Art. 3.

L'assegno personale attribuito ai predetti interpreti-traduttori, ai sensi del precedente art. 1, non è computabile ai fini della pensione, e dovrà essere eventualmente riassorbito con gli aumenti periodici di stipendio nel grado 8° e con gli aumenti del supplemento di servizio attivo e dell'aggiunta di famiglia.

Art. 4.

E' data facoltà all'Amministrazione della guerra di assumere nel personale salariato permanente due operai già in servizio di ruolo nella cessata Amministrazione militare albanese e mantenuti in servizio presso Enti militari in Albania, collocandone uno nel personale operaio permanente del 1° gruppo (capi operai) ed uno nel personale operaio permanente del 2° gruppo (operai specializzati).

Tale assunzione avverrà in soprannumero rispetto ai posti previsti nella tabella n. 1, lettera *b*), allegata al regolamento sullo stato giuridico ed il trattamento economico dei salariati dipendenti dalle Amministrazioni dello Stato, approvato con R. decreto 31 dicembre 1924-III, n. 2262, e successive modificazioni. I posti in soprannumero saranno eliminati alla cessazione del servizio dei due operai.

Agli stessi operai sarà assegnata una paga non superiore a quella massima normale prevista dalle vigenti disposizioni per il personale salariato permanente rispettivamente del 1° e del 2° gruppo, oltre l'eventuale aggiunta di famiglia, e sarà inoltre conservata, a titolo di assegno personale non computabile ai fini della pensione, la differenza fra il trattamento da essi goduto alla data di entrata in vigore del presente decreto, ragguagliato ad ora, e il complessivo trattamento economico ad essi assegnato come operai permanenti, a titolo di paga e di aggiunta di famiglia.

Detto assegno personale dovrà essere assorbito con gli aumenti derivanti dall'eventuale ammissione degli interessati a paghe eccezionali.

Art. 5.

La sistemazione nei ruoli dell'Amministrazione della guerra del personale di cui agli articoli precedenti avrà decorrenza, agli effetti della corresponsione delle nuove competenze, dal giorno dell'entrata in vigore del presente decreto, e, ad ogni altro effetto, dal giorno 18 dicembre 1939-XVIII.

Art. 6.

Con separato provvedimento, da emanarsi in base alla legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, su proposta del Ministro per la guerra, d'intesa coi Ministri per le finanze e per gli affari esteri, saranno emanate le norme concernenti il trattamento di quiescenza spettante ai personali contemplati dal presente decreto, e la ripartizione dell'onere relativo tra il bilancio italiano e quello albanese.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 19 luglio 1941-XIX

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — DI REVEL

Visto, *il Guardasigilli*: GRANDI
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 settembre 1941-XIX
Atti del Governo, registro 437, foglio 9. — MANCINI

DECRETO DEL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO, 30 luglio 1941-XIX.

Riconoscimento della notevole importanza industriale del comune di Andorno Micca in provincia di Vercelli.

IL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO
MINISTRO PER L'INTERNO

Veduta la proposta del prefetto di Vercelli che il comune di Andorno Micca, la cui popolazione è inferiore ai 25 mila abitanti, sia riconosciuto di notevole importanza industriale, ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 1 della legge 6 luglio 1939-XVII, n. 1092, recante provvedimenti contro l'urbanesimo;

Ritenuto che l'istruttoria disposta ha addimostrato la fondatezza di tale proposta, confermando sia la notevole attrezzatura industriale del Comune suddetto, sia l'entità del flusso migratorio che vi si verifica e che non vi può trovare adeguato collocamento;

Su conforme avviso espresso dal Ministero delle corporazioni Direzione generale dell'industria;

Veduto l'art. 1 della legge 6 luglio 1939-XVII, n. 1092;

Decreta:

Il comune di Andorno Micca, in provincia di Vercelli, è riconosciuto di notevole importanza industriale, ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 1 della legge 6 luglio 1939-XVII, n. 1092.

Il prefetto ed il podestà interessati sono incaricati della esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno ed entrerà in vigore 15 giorni dopo la sua pubblicazione.

Roma, addì 30 luglio 1941-XIX

p. *Il Ministro*: BUFFARINI

(3513)

DECRETO MINISTERIALE 23 luglio 1941-XIX.

Sottoposizione a sequestro della Società anonima Controllo Continentale, con sede a Genova, e nomina del sequestratario.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto che la Società anonima Controllo Continentale, con sede in Genova, si trova nelle condizioni prevista dal Regio decreto-legge 28 giugno 1940-XVIII, n. 756;

Considerato che, in relazione all'attuale situazione di emergenza, è opportuno sottoporre a sequestro l'azienda predetta,

già sottoposta a sindacato, e di affidare al sequestratario l'incarico di continuarne la gestione;
Visto il R. decreto-legge 28 giugno 1940-XVIII, n. 756;
Sentite le Organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

La Società anonima Controllo Continentale, con sede a Genova, è sottoposta a sequestro ed è nominato sequestratario il rag. Paolo Merello.
È autorizzata la continuazione dell'esercizio dell'attività a cura del sequestratario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 23 luglio 1941-XIX

Il Ministro per le finanze DI REVEL — *Il Ministro per le corporazioni* RICCI

(3552)

DECRETO MINISTERIALE 19 agosto 1941-XIX.
Sottoposizione a sequestro della Società internazionale Berlitz School, con sede a Torino, e nomina del sequestratario.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il proprio decreto in data 2 marzo 1941-XIX, con il quale la Società internazionale Berlitz School, con sede in Milano, fu sottoposta a sequestro a fu nominato sequestratario il prof. Baldassare Gambino;
Ritenuto che dalle informazioni assunte è risultato che la sede di Torino della predetta Società si trova nelle condizioni previste dal R. decreto-legge 28 giugno 1940-XVIII, n. 756;
Considerato che, in relazione all'attuale situazione di emergenza, è opportuno sottoporre a sequestro l'azienda predetta e di affidare al sequestratario l'incarico di continuarne la gestione;
Visto il R. decreto-legge 28 giugno 1940-XVIII, n. 756;
Sentite le Organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

La Società internazionale Berlitz School, sede di Torino, è sottoposta a sequestro ed è nominato sequestratario il prof. Baldassare Gambino.
È autorizzata la continuazione dell'esercizio dell'attività a cura del sequestratario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 19 agosto 1941-XIX

Il Ministro per le finanze DI REVEL — p. *Il Ministro per le corporazioni* AMICUCCI

(3557)

DECRETO MINISTERIALE 12 agosto 1941-XIX.
Sottoposizione a liquidazione della Società di fatto M. P. Palassoff, con sede a Bari, e nomina del liquidatore.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il proprio decreto in data 18 marzo 1941-XIX con il quale fu sottoposta a sequestro la Società di fatto M. P. Palassoff, con sede a Bari;
Vista la relazione del sequestratario;
Considerata la opportunità di porre in liquidazione la Società predetta;
Visto l'art. 8 del R. decreto-legge 28 giugno 1940-XVIII, n. 756;
Sentite le Organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

La Società di fatto M. P. Palassoff, con sede a Bari, già sottoposta a sequestro con decreto interministeriale 18 marzo 1941-XIX, è posta in liquidazione ed è nominato liquidatore il Consigliere nazionale Giovanni Battista Madia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 12 agosto 1941-XIX

Il Ministro per le finanze DI REVEL — p. *Il Ministro per le corporazioni* AMICUCCI

(3572)

DECRETO MINISTERIALE 28 agosto 1941-XIX.
Approvazione delle tariffe dei contributi da riscuotersi nell'anno 1941 per l'assicurazione obbligatoria contro gli infortuni in agricoltura.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Veduti il decreto-legge Luogotenenziale 23 agosto 1917, n. 1450, convertito in legge con legge 17 aprile 1925, n. 473, concernente l'assicurazione obbligatoria contro gli infortuni sul lavoro in agricoltura e le successive modificazioni ad esso apportate;
Veduti il regolamento approvato con decreto Luogotenenziale 21 novembre 1918, n. 1889, per la esecuzione del decreto legge predetto e le successive modificazioni ad esso apportate;
Di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e le foreste;

Decreta:

Art. 1.

Sono approvate le tariffe dei contributi da riscuotersi nell'anno 1941 per l'assicurazione obbligatoria contro gli infortuni in agricoltura, contenute nella tabella annessa al presente decreto, ferme rimanendo le vigenti disposizioni per le assicurazioni degli operai addetti ai lavori agricoli o forestali contemplati dal R. decreto 17 agosto 1935, n. 1765.

Art. 2.

I contributi per i lavori di coltivazione di orti e di giardini o per i lavori di qualsiasi altra specie compiuti su terreni per i quali non sia dovuta o stabilita, in parte o in tutto, l'imposta sui terreni, saranno determinati, a norma dell'art. 22, lett. *b*) del regolamento 21 novembre 1918, n. 1889, in ragione dei saggi medi riferiti ad un ettaro di terreno, di cui alla colonna 4 della tabella annessa.

Art. 3.

Il massimo del contributo per ettaro di cui all'art. 1, punto V, comma terzo del decreto-legge 11 febbraio 1923, n. 432, convertito in legge con legge 17 aprile 1925, n. 473, è per ciascuna Provincia quello stabilito nella colonna 5 della tabella annessa.

Roma, addì 28 agosto 1941-XIX

p. *Il Ministro per le corporazioni*
CIANETTI

Il Ministro per l'agricoltura e foreste
TASSINARI

Tabella delle tariffe e dei massimi applicabili alle proprietà iscritte nei ruoli dell'imposta sui terreni per determinare i contributi dell'assicurazione obbligatoria contro gli infortuni in agricoltura per l'anno 1941.

Num. d'ordine dei compartimenti	PROVINCIE DI OGNI COMPARTIMENTO	Tariffe 1941		
		per 100 di imponibile	per ettaro	massimo
1	2	3	4	5
I	Aosta	8,51	1,36	7
	Torino	4,13	2,18	9
	Cuneo	4,95	2,31	9
	Imperia	7,41	3 —	11
	Savona	9,25	2,59	9
	Genova	7,76	3,03	11
II	Novara	4,70	1,97	7
	Vercelli	3,52	2,70	9
	Alessandria	3,60	2,80	9
	Asti	5,51	6,02	17
	Pavia	2,56	3,03	11
III	Varese	2,02	1,25	7
	Como	5,38	2,22	9
	Milano	2,17	3,62	11
	Bergamo	6,46	3,80	11
	Sondrio	10,90	0,98	5
	Brescia	3,21	2,10	9
	Cremona	2,35	3,98	11
	Mantova	2,67	3,68	11
IV	Bolzano	5,19	0,68	5
	Trento	13,13	2,03	9
	Verona	6,05	4,91	13
	Vicenza	6,92	5,51	15
V	Belluno	7,25	0,82	5
	Treviso	8,17	6,86	17
	Venezia	4,88	3,46	11
	Padova	6,17	7 —	17
	Rovigo	3,45	4,16	13
VI	Trieste	10,87	3,19	11
	Pola	16,28	3,50	11
	Fiume	12,38	1,87	7
	Gorizia	14,45	3,74	11
	Udine	6 —	2,51	9
VII	Ferrara	3,22	2,74	9
	Bologna	5,16	4,59	13
	Ravenna	4,01	4,57	13
	Forlì	5,92	4,12	13
	Piacenza	3,37	1,86	9
	Parma	2,33	1,53	9
	Reggio Emilia	2 —	1,74	9
	Modena	3,91	3,11	11
VIII	Pistoia	8,38	4,71	13
	Lucca	7,42	2,90	9
	Pisa	5,10	2,04	9
	Firenze	7,34	3,45	11
	Livorno	9,43	2,25	9
	Spezia	10,35	4,02	13
	Apuania	9,30	2,68	9
IX	Arezzo	15,63	5,62	15
	Siena	8,53	2,41	9
	Grosseto	5,56	1,55	7
X	Pesaro	12,66	4,63	13
	Ancona	13,17	9,55	19
	Macerata	10,20	4,18	13
	Ascoli Piceno	13,62	5,74	15
	Zara	11,28	2,72	9
XI	Terni	7,22	2,22	9
	Viterbo	4,04	1,78	7
	Rieti	5,38	1,45	7
	Roma	3,52	2,11	9
	Perugia	7,73	2,51	9
	Littoria	2,74	1,65	7
XII	Campobasso	7,15	1,95	7
	Teramo	17,81	5,11	15
	Aquila	12,03	1,95	7
	Pescara	12,28	6,13	17
	Chieti	13,34	5,80	15
XIII	Frosinone	9,39	5,56	15
	Napoli	7,59	13,96	29
	Salerno	4,85	2,35	9
	Avellino	6,62	3,85	11
	Benevento	10,80	6,19	17
	Potenza	8,74	1,45	7
XIV	Foggia	2,40	1,10	7
	Bari	4,68	3,82	11
	Brindisi	3,57	2,72	9
	Taranto	3,59	1,89	7
	Lecce	4,02	3,08	11
	Matera	5,96	1,32	7
XV	Cosenza	8,03	1,50	7
	Catanzaro	8,79	2,23	9
	Reggio Calabria	8,49	2,82	9
XVI	Palermo	4,17	2,53	9
	Trapani	4,97	2,69	9
	Agrigento	8,29	3,23	11
	Caltanissetta	9 —	2,99	9
XVII	Messina	7,08	2,83	9
	Enna	5,94	2,54	9
	Catania	4,36	2,91	9
	Siracusa	2,85	2,16	9
	Ragusa	2,81	1,99	7
XVIII	Cagliari	8,70	1,39	7
	Sassari	6,46	1,08	7
	Nuoro	15,01	1,51	7

p. *Il Ministro per le corporazioni*
CIANETTI

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
TASSINARI

(3555)

DECRETO MINISTERIALE 10 settembre 1941-XIX.

Disposizioni concernenti il servizio del Casellario giudiziale nel Regno e nelle Colonie.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AFRICA ITALIANA

Considerato che i Casellari giudiziali dei Tribunali di Asmara e di Mogadiscio non sono attualmente in grado di funzionare;

Visti gli articoli 3, 2° comma del R. decreto 18 giugno 1931, n. 778, contenente disposizioni regolamentari per il servizio del Casellario giudiziale nel Regno, 2, lettera *a*) e 27 del regolamento approvato con decreto del Ministro per le Colonie 20 maggio 1930;

Decreta:

Fino a nuova disposizione l'Ufficio del casellario centrale del Ministero di grazia e giustizia assume temporaneamente il servizio del Casellario giudiziale dei Tribunali di Asmara e Mogadiscio limitatamente ai cittadini italiani ed ai cittadini stranieri nati nella Colonia Eritrea e nella Somalia Italiana, con facoltà di rilasciare in luogo dei certificati menzionati negli articoli 606, 607, 608 O.P.P. e 28 del R. decreto 18 giugno 1931, n. 778, attestazioni equipollenti secondo le notizie risultanti dalle schede conservate nello stesso Casellario centrale.

Alle dette attestazioni si applicano, per quanto è possibile, le norme vigenti per i certificati del Casellario giudiziale.

Il presente decreto entrerà in vigore dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 10 settembre 1941-XIX

Il Ministro per la grazia e giustizia
GRANDI

Il Ministro per l'Africa Italiana
TERUZZI

(3609)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

135° Elenco dei decreti Ministeriali di concessione mineraria emanati in virtù del R. decreto 29 luglio 1927, n. 1443

Decreto Ministeriale 10 luglio 1941-XIX, registrato alla Corte dei conti il 21 luglio 1941-XIX, registro 18 Corporazioni, foglio 357, con il quale l'art. 1 del decreto Ministeriale 27 giugno 1940-XVIII è sostituito dal seguente: « Alla Società anonima Carbonifera Arsa con sede in Roma e domicilio eletto in Arsia (Pola), è concessa, per la durata di anni cinquanta, la facoltà di coltivare i giacimenti di combustibili fossili in località denominata « Albona » in territorio dei comuni di Albona ed Arsa, provincia di Pola ».

Decreto Ministeriale 20 luglio 1941-XIX, registrato alla Corte dei conti il 22 agosto 1941-XIX, registro 19 Corporazioni, foglio 202, con il quale alla Società anonima Mineraria Idrocarburi « Metano » con sede in Firenze, è concessa la facoltà di coltivare il giacimento di gas idrocarburati denominato « Monte Busca » in comuni di Tredozio e Portico (Forlì).

Decreto Ministeriale 22 luglio 1941-XIX, registrato alla Corte dei conti il 13 agosto 1941-XIX, registro 19 Corporazioni, foglio 125, con il quale alla Società anonima Romana Gestioni, con sede in Badia Farfa, provincia di Rieti, è concessa, per la durata di anni cinquanta, la facoltà di coltivare i giacimenti di acqua minerale clorurato-sodica, siti in località denominata « Farfa » in territorio dei comuni di Fara Sabina, Montopoli di Sabina e Castelnuovo di Farfa, provincia di Rieti.

Decreto Ministeriale 22 luglio 1941-XIX, registrato alla Corte dei conti il 4 agosto 1941-XIX, registro 19 Corporazioni, foglio 52, con con il quale alla Società Cementizia Val di Marina, G. Stefanutti e C. con sede in Firenze, è concessa, per la durata di anni trenta, la facoltà di coltivare il giacimento di marna da cemento sito in località denominata « Marinella » in territorio del comune di Calenzano, provincia di Firenze.

Decreto Ministeriale 5 agosto 1941-XIX, registrato alla Corte dei conti il 13 agosto 1941-XIX, registro 19 Corporazioni, foglio 126, con il quale la concessione perpetua della facoltà di coltivare la miniera di manganese, denominata « Modanella » sita in territorio del comune di Rapolano, provincia di Grosseto, accordata al signor Spannocchi conte Gherardo, con decreto Ministeriale 28 aprile 1931-IX, è trasferita alla signora Della Porta contessa Giuliana, domiciliata in Rapolano.

Decreto Ministeriale 19 agosto 1941-XIX, registrato alla Corte dei conti il 28 agosto 1941-XIX, registro 19 Corporazioni, foglio 249, con il quale la Società The United Limmer & Vorwohle Rock Asphalte Company Ltd., è dichiarata decaduta dalla concessione della miniera di asfalto « Tabuna Limmer » sita in territorio del comune di Ragusa.

Decreto Ministeriale 19 agosto 1941-XIX, registrato alla Corte dei conti il 28 agosto 1941-XIX, registro 19 Corporazioni, foglio 250, con il quale la Società Val de Travers Asphalte Paving Company Ltd., è dichiarata decaduta dalla concessione della miniera di asfalto « Tabuna Cortolillo » sita in territorio del comune di Ragusa.

(3574)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE 1ª PORTAFOGLIO

Media dei cambi e dei titoli del 3 settembre 1941-XIX - N. 180

	Cambio ufficiale	Cambio compensazione
Argentina (peso carta)	4,25	—
Belgio (belgas)	—	3,0418
Bolivia (boliviano)	—	—
Brasile (milreis)	—	—
Bulgaria (leva)	—	23,20
Canadà (dollaro)	—	—
Cile (peso)	—	—
Danimarca (corona)	—	3,6680
Egitto (lira eg.)	—	—
Equador (sucre)	—	—
Estonia (corona)	—	4,6970
Finlandia (marka)	—	38,91
Francia (franco)	—	—
Germania (reichmark)	7,6045	7,6045
Giappone (yen)	—	—
Grecia (dracma)	—	—
Inghilterra (sterlina)	—	—
Islanda (corona)	—	—
Lettonia (lat)	—	3,6751
Lituania (litas)	—	3,3003
Messico (peso)	—	—
Norvegia (corona)	—	4,3215
Olanda (fiorino)	—	10,09
Perù (soles)	—	—
Polonia (zloty)	—	380,23
Portogallo (scudo)	0,7695	0,7670
Romania (leu)	—	10,5263
Slovacchia (corona)	—	65,40
Spagna (peseta)	—	169,40
S. U. America (dollaro)	19 — (nom.)	—
Svezia (corona)	4,53	4,5290
Svizzera (franco)	441 —	441 —
Turchia (lira T)	—	15,29
Ungheria (pengo)	—	3,85205
U.R.S.S. (rublo)	—	—
Uruguay (pesos)	—	—
Venezuela (bolivar)	—	—
Croazia (kuna)	—	38 —

Rendita 3,50 % (1906)	75,725
Id. 3,50 % (1902)	73,35
Id. 3 % lordo	52,65
Id. 5 % (1935)	93,375
Redimibile 3,50 % (1934)	72,525
Id 5 % (1936)	91,70
Obbligazioni Venezie 3,50 %	95,375
Buoni del Tesoro novennali 4 % - scad. 15 febbraio 1943	96,875
Id. Id. Id. 4 % Id. 15 dicembre 1943	96,65
Id. Id. Id. 5 % Id. (1944)	96,825
Id. Id. Id. 5 % Id. (1949)	97,40
Id. Id. Id. 5 % - Id. (1950)	97,10

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIVISIONE 1ª - PORTAFOGLIO

Media dei cambi e dei titoli del 4 settembre 1941-XIX - N. 181

	Cambio ufficiale	Cambio compensazione
Argentina (peso carta)	4,25	—
Belgio (belgas)	—	3,0418
Bolivia (boliviano)	—	—
Brasile (milreis)	—	—
Bulgaria (leva)	—	23,25
Canadà (dollaro)	—	—
Cile (peso)	—	—
Danimarca (corona)	—	3,6680
Egitto (lira eg.)	—	—
Equador (sucre)	—	—
Estonia (corona)	—	4,6970
Finlandia (marka)	—	38,91
Francia (franco)	—	—
Germania (reichmark)	7,6045	7,6045
Giappone (yen)	—	—
Grecia (dracma)	—	—
Inghilterra (sterlina)	—	—
Islanda (corona)	—	—
Lettonia (lat)	—	3,6751
Lituania (litas)	—	3,3003
Messico (peso)	—	—
Norvegia (corona)	—	4,3215
Olanda (fiorino)	—	10,09
Perù (soles)	—	—
Polonia (zloty)	—	380,23
Portogallo (scudo)	0,7695	0,7670
Romania (leu)	—	10,5263
Slovacchia (corona)	—	65,40
Spagna (peseta)	—	169,40
S. U. America (dollaro)	19 — (nom)	—
Svezia (corona)	4,53	4,5290
Svizzera (franco)	441 —	441 —
Turchia (lira T)	—	15,29
Ungheria (pengo)	—	3,85205
U.R.S.S. (rublo)	—	—
Uruguay (pesos)	—	—
Venezuela (bolivar)	—	—
Croazia (kuna)	—	38 —

Rendita 3,50 % (1906)	75,65
Id. 3,50 % (1902)	73,35
Id. 3 % lordo	52,625
Id. 5 % (1935)	93,25
Redimibile 3,50 % (1934)	72,325
Id. 5 % (1936)	94,625
Obbligazioni Venezie 3,50 %	95,325
Buoni del Tesoro novennali 4 % - scad. 15 febbraio 1943	96,75
Id. Id. Id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	96,625
Id. Id. Id. 5 % - Id. (1944)	97,35
Id. Id. Id. 5 % - Id. (1949)	97,175
Id. Id. Id. 5 % - Id. (1950)	97,275

MINISTERO DELLE FINANZE

67ª Estrazione delle obbligazioni per la ferrovia Torino-Savona-Acqui

Si notifica che nel giorno di mercoledì 1° ottobre 1941-XIX, alle ore 10, in Roma, presso la Direzione generale del Debito pubblico, in una sala al piano terreno, aperta al pubblico, avrà luogo la 67ª estrazione delle obbligazioni emesse per la ferrovia Torino-Savona-Acqui, passate a carico dello Stato in dipendenza delle convenzioni 19 novembre 1868 e 14 giugno 1870, approvate con la legge 28 agosto 1870, n. 5858.

I numeri delle obbligazioni sorteggiate saranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 10 settembre 1941-XIX

Il direttore generale: POTENZA

(3601)

CONCORSI

MINISTERO DELL'AERONAUTICA

Varianti al bando di concorso a 40 posti di sottotenente in servizio permanente effettivo nel Corpo del genio aeronautico, ruolo assistenti tecnici, categoria assistenti di meteorologia.

IL DUCE DEL FASCISMO, CAPO DEL GOVERNO
MINISTRO PER L'AERONAUTICA

Vista la legge 19 maggio 1939-XVII, n. 900;
Vista la legge 27 febbraio 1941-XIX, n. 187;
Visto il decreto Ministeriale 18 maggio 1941-XIX con il quale è stato bandito un concorso per titoli e per esami a 40 posti di sottotenente in servizio permanente effettivo nel Corpo del genio aeronautico, ruolo assistenti tecnici, categoria assistenti di meteorologia;

Decreta:

Art. 1.

L'art. 4, n. 3 del bando di concorso a 40 posti di sottotenente in servizio permanente effettivo nel Corpo del genio aeronautico, ruolo assistenti tecnici, categoria assistenti di meteorologia, è modificato come appresso:

« Aver compiuto il 18° anno di età alla data del presente bando e non superato il 30° alla data del 19 maggio 1939 ».

Art. 2.

Le domande degli aspiranti dovranno essere presentate entro 30 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto, corredate dei prescritti documenti.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 4 agosto 1941-XIX

p. *Il Ministro*: PRICOLO

(3568)

MINISTERO DELL'EDUCAZIONE NAZIONALE

Concorso ad un posto di alunno d'ordine (gruppo C, grado 13°) nel ruolo del personale d'ordine delle Regie accademie di belle arti e dei Regi conservatori di musica.

IL MINISTRO PER L'EDUCAZIONE NAZIONALE

Veduta la legge 6 luglio 1912, n. 754;
Veduto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, e successive modificazioni;
Veduto il R. decreto 30 dicembre 1923-II, n. 2960, e successive modificazioni;
Veduto il R. decreto 12 dicembre 1940-XIX, n. 1996, con il quale viene approvata la convenzione relativa alla regificazione del Liceo musicale pareggiato « Gioacchino Rossini » di Pesaro;
Veduta la convenzione predetta;

Decreta:

Art. 1.

Sono indetti gli esami di idoneità per uno dei posti di alunno d'ordine (gruppo *C*, grado 13°), nel ruolo del personale d'ordine delle Regie accademie di belle arti e dei Regi conservatori di musica, istituiti con R. decreto 12 dicembre 1940-XIX, n. 1996.

Art. 2.

Può partecipare a tali esami il personale avventizio straordinario o comunque non di ruolo, in servizio d'ordine da almeno un triennio alla data dell'andata in vigore del R. decreto 12 dicembre 1940, n. 1996, presso il Liceo musicale pareggiato « Gioacchino Rossini » di Pesaro, a prescindere dai limiti di età.

Art. 3.

Per poter essere ammessi a tali esami i candidati dovranno far pervenire al Ministero (Direzione generale arti - Div. V) non oltre 30 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno i seguenti documenti:

1) domanda in carta da bollo da L. 6, con l'indicazione precisa del proprio domicilio;

2) estratto dell'atto di nascita;

3) certificato di cittadinanza italiana e di godimento dei diritti politici.

Sono equiparati a cittadini dello Stato gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia stata riconosciuta in virtù del decreto Reale;

4) certificato di regolare condotta morale, civile e politica rilasciato dal podestà del Comune dove il concorrente ha il suo domicilio o la sua abituale residenza;

5) certificato generale negativo del casellario giudiziario;

6) certificato medico dal quale risulti che il concorrente è di sana e robusta costituzione ed è esente da difetti e imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio Per gli invalidi di guerra il certificato medico dovrà essere rilasciato dall'autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, e nella forma prescritta dal successivo articolo 15 del Regio decreto medesimo;

7) certificato comprovante d'aver ottemperato alle disposizioni della legge sul reclutamento. gli aspiranti ex combattenti o invalidi di guerra produrranno copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare con annotazioni delle eventuali benemerenze di guerra, gli orfani di guerra, gli invalidi per la causa nazionale o i figli degli invalidi di guerra dovranno dimostrare la loro qualità mediante certificato del podestà del Comune ove domiciliano o abbiano la loro abituale residenza;

8) licenza di scuola media inferiore, o ammissione al ginnasio superiore o alcuno dei titoli corrispondenti ai termini del R. decreto 6 maggio 1923-II, n. 1054. E' ammessa anche la presentazione, in luogo del titolo originale, di copia autentica notarile;

9) certificato, su carta legale, rilasciato dal segretario federale attestante l'iscrizione al P.N.F., ai Gruppi universitari fascisti o ai Fasci giovanili;

10) documenti che comprovino il possesso di requisiti i quali conferiscano eventualmente ai candidati, in base alle vigenti disposizioni, diritti preferenziali per l'ammissione agli impieghi.

I documenti indicati nel presente articolo dovranno essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo e debitamente legalizzati.

Art. 4.

Gli esami verteranno sulle seguenti materie:

1) nozioni elementari di diritto costituzionale e amministrativo;

2) nozioni di storia civile d'Italia dal 1815;

3) nozioni di geografia fisica e politica d'Italia;

4) nozioni elementari di statistica.

Le prove scritte saranno due e verteranno sulle materie di cui ai numeri 1 e 2.

I candidati ammessi agli esami orali dovranno dare prova di sapere correttamente e celermente adoperare la macchina da scrivere.

La Commissione giudicatrice avrà facoltà di interrogare i concorrenti sugli argomenti da essi trattati nelle prove scritte.

Art. 5.

La Commissione giudicatrice sarà nominata con successivo decreto.

Per la scelta dei temi e lo svolgimento delle prove scritte e orali si osserveranno le disposizioni contenute nel capo VI del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Art. 6.

Gli esami avranno luogo in Roma nei giorni che verranno indicati.

I concorrenti saranno avvisati a domicilio.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 15 luglio 1941-XIX

Il Ministro: BOTTAI

(3576)

Concorso a due borse per studi di metallurgia presso l'Istituto scientifico tecnico « Ernesto Breda » in Milano per l'anno 1942-XX-XXI.

IL MINISTRO PER L'EDUCAZIONE NAZIONALE

Veduto il decreto Ministeriale in data 17 ottobre 1923-I, con cui fu approvata la convenzione stipulata il 3 stesso mese ed anno fra lo Stato e la Società italiana « Ernesto Breda » per costruzioni meccaniche in Milano, per l'istituzione di tre borse di studio di L. 6000 annue ciascuna a favore di laureati in chimica, in chimica industriale, fisica, ingegneria, i quali frequentino l'Istituto scientifico tecnico « Ernesto Breda » in Milano, per attendere a studi e ricerche nel campo della metallurgia;

Veduto il decreto Ministeriale in data 4 ottobre 1926-IV con cui venne approvata la convenzione stipulata in Milano il 15 luglio 1926-IV, fra lo Stato e la Società anzidetta, che modifica la precedente convenzione 3 ottobre 1923-I, nel senso che le borse per i laureati medesimi sono ridotte a due di L. 9000 ciascuna, a decorrere dal 1° gennaio 1927-V;

Veduti i decreti Ministeriali in data 11 maggio 1929-VII e 21 novembre 1933-XII con i quali vennero approvate le convenzioni stipulate in Milano il 29 marzo 1929-VII e 25 settembre 1933-XI fra lo Stato e la Società « Breda » per la proroga di quinquennio in quinquennio fino al 31 dicembre 1938-XVII, delle predette convenzioni 3 ottobre 1923-I e 15 luglio 1926-IV;

Veduta la convenzione in data 17 novembre 1938-XVII, approvata con decreto Ministeriale 13 gennaio 1939-XVII, registrato alla Corte dei conti addì 4 febbraio 1939-XVII, registro 3 Educazione Nazionale, foglio 87, con la quale sono prorogate per un altro quinquennio, a decorrere dal 1° gennaio 1939-XVII, le predette convenzioni 3 ottobre 1923-I e 15 luglio 1926-IV;

Decreta:

E' aperto il concorso a due borse di studio presso l'Istituto scientifico tecnico « Ernesto Breda » in Milano, durante l'anno 1942-XX-XXI.

A ciascuna borsa è annesso l'annuo assegno di L 9000, che sarà pagato a rate bimestrali posticipate, a decorrere dal mese nel quale gli interessati abbiano effettivamente iniziato gli studi presso l'anzidetto Istituto fino al 31 dicembre 1942-XXI, dalla Società italiana « Ernesto Breda » per costruzioni meccaniche in Milano.

Coloro cui saranno conferite le borse avranno l'obbligo di frequentare l'Istituto scientifico tecnico « Ernesto Breda » in Milano e di attendervi a studi e ricerche sulla metallurgia.

Sono ammessi a concorrere coloro che hanno conseguito la laurea in chimica o in chimica industriale o in fisica o in ingegneria presso Università o Istituti dell'ordine universitario del Regno in uno degli anni accademici 1936-37, 1937-38, 1938-39, 1939-40 e 1940-41 e che non abbiano superato il trentesimo anno di età alla data di scadenza del presente concorso.

Le borse non possono essere cumulate con altre borse di qualsiasi genere e gli assegnatari non possono assumere o esercitare incarichi o uffici di qualsiasi natura che siano incompatibili con l'obbligo di frequentare l'Istituto « Breda ».

Le istanze di ammissione al concorso, redatte su carta legale da L. 6, dovranno pervenire a questo Ministero (Direzione generale dell'ordine universitario - Divisione 3ª) entro il 20 novembre 1941-XX.

Ogni domanda, con l'indicazione precisa del domicilio del concorrente, dovrà essere corredata dei seguenti titoli e documenti:

1) certificato comprovante l'iscrizione al P.N.F. o ai G.U.F. rilasciato dal segretario della Federazione dei Fasci di combattimento della Provincia a cui il candidato appartiene, e contenente la esatta indicazione della data di iscrizione;

2) certificato delle votazioni riportate in ciascun esame di profitto e in quello di laurea, da cui risulti anche la data di questo ultimo esame;

3) certificato di nascita;

4) certificato di cittadinanza italiana;

5) certificato di buona condotta morale, civile e politica;

6) certificato generale, rilasciato dall'ufficio del casellario giudiziale;

7) almeno una memoria a stampa o manoscritta, in tre copie;

8) curriculum degli studi compiuti;

9) una dichiarazione nella quale il candidato, sotto la sua personale responsabilità, dichiari di non appartenere alla razza ebraica;

10) un elenco, in quattro copie, di tutti i documenti, titoli e memorie presentati per il concorso.

Potrà inoltre ciascun concorrente allegare alla domanda tutti i titoli e documenti che riterrà atti a comprovare la sua preparazione agli studi cui dovrà dedicarsi.

I documenti di cui ai numeri 1, 2, 3, 4, 5 e 6 debbono essere redatti su carta legale, quelli indicati ai numeri 3, 4, 5 e 6 debbono essere legalizzati e quelli di cui ai numeri 1, 4, 5 e 6 di data non anteriore ai tre mesi dalla data di presentazione della domanda.

Le domande e i titoli dei concorrenti saranno esaminati da una apposita Commissione che con relazione scritta designerà i vincitori.

L'ammissione al concorso potrà essere negata con provvedimento del Ministero a suo giudizio insindacabile.

Non sarà tenuto conto delle domande che perverranno dopo il giorno stabilito per la scadenza del concorso, anche se presentate in tempo utile alle autorità locali o agli uffici postali o ferroviari, e non saranno accettati dopo il giorno stesso titoli o documenti, nonchè pubblicazioni o parte di esse o qualsiasi altro atto; e neppure sarà consentito, dopo il detto termine, la sostituzione di manoscritti o bozze di stampe o lavori stampati.

Roma, addì 5 settembre 1941-XIX

Il Ministro: BOTTAI

(3577)

REGIA PREFETTURA DI GROSSETO

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GROSSETO

Visto il proprio decreto in data 30 dicembre 1939-XVIII, n. 21548, con il quale veniva indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli ai posti di sanitari condotti vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1939-XVIII;

Vista la graduatoria di merito delle concorrenti ai posti di ostetrica condotta, risultate idonee, determinata dalla Commissione giudicatrice del concorso predetto;

Veduti gli articoli 69 del testo unico leggi sanitarie, approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito delle concorrenti risultate idonee nel concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Grosseto al 30 novembre 1939-XVIII:

1) Santini Bacci Gina	punti	58.312
2) Salvadori Minacci Elsa	»	57.220
3) Petritoli Cardinali Giuseppina	»	56.843
4) Baroni Maria Clara Faustina	»	56.687
5) Ubezio Maria	»	55.468
6) Gambassini Tita	»	55.231
7) Massini Luigia	»	55.062
8) Goracci Cosetta	»	54.375
9) Chelli Anna	»	53.868
10) Mannocci Messinella	»	53.031
11) Follati Laura	punti	52.512
12) Teglielli Alfea	»	51.906
13) Giacomini Arrighi Medina	»	51.375
14) Ricci Iolanda	»	51.125
15) Cordoni Picchi Bistaria	»	50.643
16) Giovannetti Elia	»	48.968
17) Bianchi Pistolesi Adele	»	47.750
18) Repenti Emilia	»	47.343
19) Picchi Roggiolani Ester	»	45.031
20) Bianchi Carlina	»	43.250
21) Ficoli Veneranda	»	43.062
22) Biagi Innocenti Consiglia	»	40.750
23) Checuz Elda	»	40.250
24) Cappelli Nerina	»	38.562

Grosseto, addì 18 agosto 1941-XIX

Il prefetto: G. PALMARDITA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GROSSETO

Vista la graduatoria di merito formulata dalla Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti in questa Provincia alla data del 30 novembre 1939-XVIII, approvata con proprio decreto di pari data e numero;

Viste le dichiarazioni contenute nelle singole domande di ammissione al concorso circa le condotte vacanti indicate nell'ordine di preferenza di ciascuna concorrente;

Visti gli articoli 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con R. decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi a posti di sanitario addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

Le seguenti ostetriche sono dichiarate vincitrici del predetto concorso per il posto a fianco di ciascuna di esse indicato:

1) Santini Bacci Gina, condotta di Orbetello, capoluogo;
2) Salvadori Minacci Elsa, condotta di Sorano, capoluogo;
3) Petritoli Cardinali Giuseppina, condotta di Sticciano (frazione del comune di Roccastrada);
4) Baroni Maria Clara Faustina, condotta di Montersaio (frazione del comune di Campagnatico);
5) Ubezio Maria, condotta di Poggioferro (frazione del comune di Scansano);
6) Gambassini Tita, condotta di Casal di Pari (frazione del comune di Civitella Paganico);
7) Massini Luigina, condotta di Torniella (frazione del comune di Roccastrada);
8) Chelli Anna, condotta di Caldana (frazione del comune di Gavorrano);
9) Mannocci Messinella, condotta di Castell'Ottieri (frazione del comune di Sorano).

Grosseto, addì 18 agosto 1941-XIX

Il prefetto: G. PALMARDITA

(3391)

LONGO LUIGI VITTORIO, *direttore* — GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore agg.* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato — G. C.